

# Le parlement irlandais adopte un projet de loi interdisant les produits des colonies israéliennes

Par Ali Abunimah, 24 janvier 2019

Un projet de loi rendant illégal le commerce de produits des colonies israéliennes a été adopté par la chambre basse du parlement irlandais, marquant ainsi une étape majeure sur son chemin vers la loi.

Mardi, le Dáil a approuvé à une écrasante majorité le projet de loi sur les Territoires Occupés, par 78 pour et 45 contre, ce qui représente une grande défaite du gouvernement de Léo Varadkar, le premier ministre irlandais.

Frances Black, le sénateur indépendant qui a initié cette législation l'an dernier, a qualifié le résultat de « formidable » et il a ajouté que « l'Irlande défendra toujours le droit international et les droits humains et que nous nous rapprochons d'un fait historique.

[https://twitter.com/frances\\_black/status/1088426988258426880](https://twitter.com/frances_black/status/1088426988258426880)

En décembre, la chambre haute a donné son approbation définitive au projet de loi, faisant du Seanad le premier parlement du monde à engager une législation qui interdit l'importation de produits des colonies israéliennes des territoires occupés, illégaux au regard du droit international, selon Sadaka, un groupe irlandais qui a aidé à l'élaboration du projet de loi.

L'approbation au Dáil a été assurée par le fait que Fianna Fáil, le deuxième groupe plus important du parlement, avait soutenu le projet de loi avec d'autres partis de l'opposition.

[https://twitter.com/frances\\_black/status/1088084019500199936](https://twitter.com/frances_black/status/1088084019500199936)

Pour autant, le vote de jeudi n'est pas le dernier. Le projet de loi doit encore être présenté au comité et un débat supplémentaire aura lieu avant qu'il ne puisse être voté comme texte de loi.

Des groupes de solidarité irlandais ont favorablement accueilli le vote.

### **“Un signal à Israël apartheid”**

Lors de son discours introductif présentant le projet de loi, mercredi, au Dáil, le parlementaire Niall Collins du Fianna Fáil a rendu hommage aux groupes de défense des droits humains et aux syndicats, dont le groupe palestinien Al-Haq, la Confédération irlandaise des syndicats, Trocaire, Aide Chrétienne et Sadaka pour leur travail sur la législation.

« Si c'est voté, le message condamnant l'occupation de territoires réputés illégaux en droit international, sera un signal fort envoyé par l'Irlande et son parlement » a dit Collins.

« Des condamnations répétées des actes d'Israël par l'UE et par beaucoup d'autres dans la communauté internationale ont échoué à dissuader Israël de poursuivre son projet de colonisation » a dit Collins, argumentant qu'il fallait agir pour le changement.

Citant l'utilisation réussie des sanctions contre l'Afrique du Sud de l'apartheid, Collins ajoute que de semblables tactiques pouvaient aider à l'avènement de la justice pour les Palestiniens.

« Nous devrions avoir assez de courage et d'audace pour

apprendre des expériences du passé et croire que nous pouvons entraîner des gens avec nous » a ajouté Collins, incitant les Irlandais à ne pas être intimidés par les menaces de représailles telles que le retrait des investissements américains.

Même si nous accordons de la valeur aux emplois qu'apportent les grandes entreprises américaines, elles doivent assainir leurs pratiques en termes de responsabilité d'entreprise, de moralité et de responsabilité sociale à bien des égards » a dit Collins. « Nous ne pouvons pas laisser tout passer simplement parce qu'elles nous fournissent de l'emploi ».

Le ministre Ciaran Cannon, opposé au projet de loi, a prétendu qu'interdire l'entrée de produits des colonies israéliennes serait « trahir nos principes en tant que membres de l'Union Européenne ».

*78 For 48 Against. Still a long way to go but a signal to the occupiers that there will be economical consequence to apartheid. pic.twitter.com/oJBINNeZIE*

*– Gino Kenny TD (@Ginosocialist) January 24, 2019*

Mais de tels arguments n'ont eu que peu d'emprise.

« Il nous faut envoyer un signal à Israël apartheid lui montrant que sa politique meurtrière d'occupation ne peut se poursuivre sans entraves dans le cadre du droit international » a dit à la chambre Gino Kenny du parti People Before Profit (Les gens avant le profit).

Le discours de Niall Collins peut être entendu sur la vidéo ci-dessus.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source: Electronic Intifada